

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Aix-en-Provence, le 28 septembre 2020

Unité Départementale des Bouches du Rhône
Subdivision d'Aix-en-Provence
30, rue Albert Einstein – Bâtiment G
CS 90448
13594 AIX-EN-PROVENCE

D-0421-2020 – Aix
S3IC 64-7694-P2

La Directrice Régionale

à

Monsieur le Directeur
LE PANIER PROVENCAL
ZAC du Roubian

13150 – TARASCON

Objet : Conclusions de la visite d'inspection du 16 décembre 2019 dans l'établissement
LE PANIER PROVENCAL à TARASCON

Réf. : Vos courriers électroniques en réponse (16 décembre et 19 décembre 2019, 2 janvier, 30 janvier, 2 juillet 2020, 26 août 2020, 18 et 28 septembre 2020).

Pièces jointes : 11 fiches d'écart

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 16 décembre 2019.

Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- contexte économique et social,
- situation administrative (point sur les activités du site au regard de la nomenclature des ICPE),
- suite de la dernière inspection (14 mars 2017),
- Quotas CO₂,
- respect de certaines prescriptions des chapitres 3.2, 4.1, 4.3, 6.2, 7.5 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2009,
- thématique équipements sous pression.

Suite à cette visite d'inspection, onze fiches d'écart et une liste de deux remarques vous ont été notifiées par l'Inspecteur des installations classées. Par courriers électroniques visés en référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Écarts relevés :

Écart n°1 : Vous n'avez pas transmis le dossier de porter à connaissance relatif aux modifications survenues sur le site, en particulier en ce qui concerne l'emprise foncière (parcelles achetées en 2017 et 2019) .

Vous nous avez indiqué que le porter à connaissance sera transmis au plus tard le 30 juin 2020. Par courrier électronique du 2 juillet 2020, vous nous avez transmis un projet de dossier de porter à connaissance relatif aux modifications liées au plan d'épandage et à la fabrication du compost . Par courrier électronique du 26 août 2020, vous nous avez transmis un projet de dossier de porter à connaissance relatif aux modifications d'emprise foncière du site.

En ce qui concerne le traitement de pommes, vous nous avez indiqué, le jour de l'inspection, que les tomates étaient simplement remplacées ponctuellement par des pommes, le process n'étant pas modifié et le volume global de traitement comprenant à la fois les tomates et les pommes.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé. Vous pouvez officiellement envoyer le porter à connaissance à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Écart n°2 : Vous n'avez toujours pas transmis le plan méthodologique de surveillance conformément à l'annexe VI du règlement délégué (UE) 2019/331.

Vous nous avez indiqué que le plan méthodologique de surveillance sera certifié au cours du 1^{er} trimestre 2020. Vous ajoutez qu'il nous sera envoyé avant fin mars 2020. Par courrier électronique du 18 septembre 2020, vous nous avez indiqué que le plan méthodologique de surveillance a été déposé sur le site « démarches simplifiées » le 16 septembre 2020.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé.

Écart n°3 : Les niveaux acoustiques ne sont pas conformes aux valeurs limites réglementaires (émergence et limites de bruit).

Vous nous avez indiqué que des travaux ont été réalisés afin de réduire les émissions sonores du site sans avoir la date à laquelle ces travaux ont été réalisés suite à la reprise de la société. Ceci ne vous permet pas de savoir si les mesures d'émissions sonores sont antérieures ou postérieures aux travaux réalisés. Vous vous engagez à refaire des mesures de bruit en période d'exploitation et au plus tard en août 2020.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. Cependant, l'écart n'est pas soldé dans la mesure où le rapport de mesure de bruit ne nous a pas été transmis.

Je vous demande donc de me transmettre, sous 1 mois, le rapport de mesure de bruit effectué en 2020.

Par ailleurs, je vous rappelle que vous devez effectuer tous les 3 ans une mesure de bruit.

Écart n°4 : Vous n'avez pas transmis le dossier de porter à connaissance relatif aux modifications liées au plan d'épandage et à la fabrication de compost.

Vous nous avez indiqué que le porter à connaissance sera transmis au plus tard le 30 juin 2020. Par courrier électronique du 2 juillet 2020, vous nous avez transmis un projet de dossier de porter à connaissance relatif aux modifications liées au plan d'épandage et à la fabrication du compost .

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé. Vous pouvez officiellement envoyer le porter à connaissance à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Écart n°5 : Vous ne réalisez pas le contrôle des émissions atmosphériques sur l'intégralité des paramètres exigés réglementairement.

Vous nous avez indiqué que le contrôle des émissions atmosphériques sera dorénavant réalisé sur l'intégralité des paramètres exigés réglementairement et intégré au plan méthodologique de surveillance.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé. Ce point sera vu lors d'une prochaine visite d'inspection.

Écart n°6 : Vous n'effectuez pas les relevés des prélèvements d'eau conformément à l'arrêté préfectoral (fréquence, identification de chaque poste).

Vous nous avez indiqué que les relevés de prélèvement d'eau sont faits tous les jours en campagne et une fois par semaine hors campagne. Vous ajoutez que l'arrêté préfectoral impose un relevé journalier. Vous vous engagez à transmettre un rapport à connaissance afin de demander une modification de l'arrêté préfectoral pour faire des relevés de façon hebdomadaire en dehors des campagnes de production.

Par courrier électronique du 2 juillet 2020, vous nous avez informé que vous réalisez un relevé quotidiennement pendant et hors campagne.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé. Ce point sera vu lors d'une prochaine visite d'inspection.

Écart n°7 : Vous ne disposez pas de l'autorisation requise au titre du code de la santé publique.

Vous avez demandé à l'Agence Régionale de Santé l'arrêté d'autorisation par courrier électronique du 16 décembre 2019. L'Agence Régionale de Santé vous a transmis l'arrêté préfectoral autorisant la société Provence Tomates à utiliser l'eau de deux forages pour l'alimentation en eau potable, à des fins industrielles, d'une usine de transformation industrielle de tomates. Elle vous a rappelé qu'il fallait demander la modification de cet arrêté du fait du changement de nom de la société.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé. Cependant je vous demande de me transmettre dès réception l'arrêté modifié prenant en compte le changement d'exploitant.

Écart n°8 : Vous ne respectez pas les fréquences d'autosurveillance pour les eaux pluviales.

Vous nous avez indiqué que les fréquences d'autosurveillance seront dorénavant respectées.

La réponse à cet écart nous semble satisfaisante. L'écart est donc soldé. Ce point sera vu lors d'une prochaine visite d'inspection.

Écart n°9 : Vous ne réalisez pas l'autosurveillance des eaux souterraines conformément à l'arrêté préfectoral (fréquence, mesure des hauteurs d'eau,...).

Vous nous avez indiqué que les fréquences d'autosurveillance seront dorénavant respectées. Cependant, vous ajoutez que le système mis en place ne permet pas la mesure de la hauteur d'eau.

La réponse à cet écart ne nous semble pas satisfaisante dans la mesure où vous n'apportez pas d'éléments sur l'impossibilité de respecter la prescription de votre arrêté préfectoral.

Je vous demande donc de me transmettre, sous 1 mois, le rapport de mesure de bruit effectué en 2020.

Écart n°10 : Vous ne disposez pas de l'intégralité des moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans l'arrêté préfectoral.

Vous nous avez indiqué que le site ne disposait pas de poteaux incendie opérationnels, ni de RIA. Vous ajoutez qu'un rendez-vous va être pris avec les pompiers avant fin mars afin de trouver des solutions palliatives.

La réponse à cet écart ne nous semble pas satisfaisante dans la mesure où vous devez disposer des moyens de lutte contre l'incendie prévu dans l'arrêté préfectoral.

Je vous demande donc de me transmettre, sous 1 mois, l'état d'avancement de votre réflexion accompagné des mesures compensatoires envisagées.

Écart n°11 : Vous ne disposez pas de la liste des équipements sous pression du site, ni des dossiers d'exploitation de ces équipements sous pression.

Vous nous avez indiqué que la liste des équipements sous pression ainsi que les dossiers d'exploitation de ces équipements seront transmis avant fin mars 2020.

La réponse à cet écart ne nous semble pas satisfaisante dans la mesure où vous n'avez toujours pas envoyé les éléments.

Je vous demande donc de me transmettre sous 1 mois les éléments.

Remarques particulières relevées :

Remarque n°1 : Vous vous êtes engagé à transmettre un porter à connaissance avant fin juin 2020 sur le classement du site au regard de SEVESO 3.

Par courrier électronique du 28 septembre 2020, vous nous avez transmis un projet de dossier de porter à connaissance relatif au classement du site au regard de SEVESO 3.

La remarque n°2 a fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

Écarts lors de la visite du 14 mars 2017 :

- Porter à connaissance pour le traitement de pommes : Ce point a été repris dans l'écart n°1 de l'inspection du 16 décembre 2019.
- Réalisation d'une étude d'émissions sonores : Ce point a été repris dans l'écart n°3 de l'inspection du 16 décembre 2019.
- Installation de compostage en bord de champ : Ce point a été repris dans l'écart n°4 de l'inspection du 16 décembre 2019.

Conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour les industries agroalimentaire et laitière :

Suite à la décision d'exécution (UE) 2019/231 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil , je vous rappelle que vous devez déposer un dossier de réexamen avant le 12 novembre 2020.

Ce dossier de réexamen doit indiquer votre positionnement sur les NEA MTD applicables à votre site.

Ce dossier doit comprendre, le cas-échéant, une demande de dérogation et prendre en compte des BREFs transversaux (ICS, ENE, EFS, ECS) et d'autres BREFs (BREFs secondaires) applicables au site (LCP, CLM,...).

Au regard de ces différents constats, je vous demande de me transmettre, sous 1 mois à compter de la date de réception du présent courrier par mail, les éléments et justificatifs inhérents permettant de lever ces écarts et de répondre aux remarques.

En l'absence d'éléments de votre part dans le délai imparti, je vous informe que nous proposerons à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de vous mettre en demeure de respecter les dispositions des articles susvisés.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier ainsi que la fiche d'écart seront publiés sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice et par délégation,
L'adjointe au Chef de l'UD13